

# NATIONS UNIES

## ASSEMBLEE GENERALE



Distr.  
GENERALE  
A/33/265  
26 septembre 1978  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-troisième session  
Point 87 de l'ordre du jour

### PROBLEMES CONCERNANT LES PERSONNES AGEES ET LES VIEILLARDS

#### Rapport du Secrétaire général

#### TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrapshes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION .....	1 - 4	2
II. REACTIONS DES ETATS MEMBRES .....	5 - 9	3
A. Année internationale du troisième âge .....	5 - 6	3
B. Conférence mondiale du troisième âge .....	7 - 9	4
III. PROPOSITIONS DU SECRETAIRE GENERAL .....	10 - 23	4

## I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 32/132 du 16 décembre 1977 intitulée "Année internationale et assemblée mondiale du troisième âge", l'Assemblée générale a rappelé la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social /résolution 2542 (XXIV)/, dans laquelle l'accent est mis sur la dignité et la valeur de l'être humain et sur les droits des personnes âgées; réaffirmé sa résolution 3137 (XXVIII) du 14 décembre 1973, intitulée "Question des personnes âgées et des vieillards", qui contient une recommandation aux gouvernements sur la nécessité d'élaborer des politiques et des programmes bien conçus à l'intention des personnes âgées; reconnu que les préoccupations des personnes âgées qui font partie de la population nationale doivent être prises en considération lorsque l'on envisage le développement économique et social; et souligné la nécessité d'échanger des vues et de passer en revue sur le plan international les diverses politiques concernant les personnes âgées.

2. Dans la même résolution, l'Assemblée a donc invité tous les Etats à faire connaître au Secrétaire général, au plus tard le 1er juillet 1978, leurs vues quant à l'opportunité de proclamer une année internationale du troisième âge, afin d'attirer l'attention mondiale sur les graves problèmes auxquels est confrontée une part toujours plus importante de la population du monde. L'Assemblée a en outre invité tous les Etats à communiquer au Secrétaire général, au plus tard le 1er juillet 1978, leurs vues quant à l'opportunité de convoquer une conférence mondiale du troisième âge, afin de permettre aux dirigeants nationaux et aux spécialistes de chaque gouvernement d'échanger des données d'expérience, d'envisager des solutions et de concevoir des programmes visant à faciliter la solution des problèmes propres aux personnes âgées. L'Assemblée a également prié le Secrétaire général d'établir un rapport sur les observations des Etats Membres relatives à la proclamation d'une année internationale du troisième âge, ainsi qu'à la convocation d'une conférence mondiale sur ce thème, et d'y inclure des propositions appropriées quant à la façon dont l'une ou l'autre de ces éventualités ou les deux pourraient se concrétiser. C'est comme suite à cette disposition que le présent rapport a été établi.

3. Conformément à la résolution 32/132 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a fait parvenir à tous les Etats Membres un aide-mémoire, où il les priait de lui exposer, au plus tard le 1er juillet 1978, leurs vues sur les propositions susmentionnées. Au 1er septembre 1978, les 55 Etats suivants avaient répondu : Allemagne, République fédérale d', Argentine, Barbade, Belgique, Birmanie, Botswana, Brésil, Chili, Chypre, Danemark, Egypte, Empire centrafricain, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Hongrie, Inde, Iran, Iraq, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Liban, Libéria, Malawi, Malte, Maroc, Mexique, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Seychelles, Singapour, Sri Lanka, Suède, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Union des Républiques socialistes soviétiques et Uruguay. Sur ces 55 pays, 44 étaient favorables à l'idée d'une année internationale du troisième âge et 11 y étaient opposés. Quant à la conférence mondiale, elle a recueilli les suffrages de 41 pays; 14 y étaient opposés. L'Observateur permanent du Saint-Siège a appuyé les deux propositions.

4. Les paragraphes suivants résument les principales réactions des Etats Membres tant pour ce qui est de la proclamation d'une année internationale du troisième âge que de la convocation d'une conférence mondiale sur ce thème.

## II. REACTIONS DES ETATS MEMBRES

### A. Année internationale du troisième âge

5. Les 44 Etats Membres qui se sont prononcés en faveur de la proclamation d'une année internationale du troisième âge ont notamment fait observer qu'étant donné le nombre et la proportion croissants d'adultes âgés, il convenait d'accorder une attention plus grande, sur le plan international, aux problèmes du troisième âge. Certains pays, où la situation des personnes âgées n'est pas encore grave, ont insisté sur la mise en oeuvre immédiate de mesures préventives. De l'avis général, la proclamation, par l'Organisation des Nations Unies, d'une année internationale du troisième âge pourrait constituer un moyen efficace d'amener le monde à se pencher sur les graves problèmes qui assaillent ce secteur de la population. Elle pourrait contribuer à faire mieux connaître la situation des personnes âgées et créer dans ce sens un esprit de collaboration à l'échelle internationale. Le monde pourrait à cette occasion s'intéresser de près à la situation des personnes âgées et percevoir tout ce qu'elles représentent pour la société en fait de ressources insuffisamment exploitées. De nombreux pays en développement ont souligné que, si par le passé les problèmes caractéristiques du troisième âge - isolement, discrimination, etc. - étaient le propre des sociétés industrialisées, les tendances démographiques récentes, le développement économique et les transformations sociales faisaient qu'aujourd'hui ils gagnaient les pays en développement; il serait donc souhaitable d'y faire face sans tarder, de manière à disposer en temps voulu du personnel et des ressources nécessaires. Des Etats Membres ont estimé que, sur le plan international, une année sur ce thème ferait largement connaître la situation et les besoins des personnes âgées, permettrait de répandre une information utile et pourrait amener à prendre les mesures qui s'imposent.

6. Certains des Etats Membres qui se sont prononcés contre une année internationale du troisième âge ont déclaré que, bien qu'en faveur d'activités internationales dans ce domaine, ils estimaient que proclamer une année internationale sur ce thème n'était pas forcément le meilleur moyen d'appeler l'attention du monde sur ce point. Quelques-uns ont souligné que, dans leurs sociétés, le soin des personnes âgées revenait à la famille et que dès lors, pour ce qui était d'eux, il était inutile de proclamer une année spécifiquement consacrée au troisième âge. Plusieurs autres ont fait valoir que, devant la prolifération des années internationales, il devenait impératif d'établir des critères pour la préparation et le déroulement de ces années et pour l'évaluation de leurs résultats avant de prendre la décision de proclamer une année internationale du troisième âge. A cet égard, le Secrétaire général souhaiterait rappeler qu'à sa seconde session ordinaire de 1978, le Conseil économique et social a adopté la décision 1978/47, le priant d'établir un rapport, compte tenu de l'expérience acquise lors des précédentes années internationales, qui pourrait servir de base à l'établissement des critères et procédures uniformes applicables à l'avenir à la proclamation, l'organisation et l'évaluation de toutes les années internationales. Ce rapport sera étudié par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1979. L'Assemblée générale souhaitera peut-être tenir compte de ce fait à l'occasion des débats qu'elle s'apprête à consacrer à ce point de l'ordre du jour.

/...

### B. Conférence mondiale du troisième âge

7. Comme on l'a dit, la majorité des Etats Membres qui ont répondu se sont déclarés en faveur de la convocation d'une conférence mondiale du troisième âge. On a fait observer qu'il n'existe actuellement aucune réunion ou conférence internationale destinée aux personnes chargées d'élaborer et d'évaluer les politiques et les programmes à l'intention des personnes âgées. Une conférence mondiale du troisième âge permettrait à ces personnes d'échanger des renseignements et pourrait conduire à l'adoption de recommandations de principe à l'intention des pays participants. Plusieurs Etats Membres ont estimé que la proclamation d'une année internationale du troisième âge était à elle seule insuffisante et qu'il était urgent de procéder à un échange de vues sur le plan international et de développer les moyens propres à améliorer la condition des personnes âgées. On a souligné que cette conférence devrait prendre en considération les transformations économiques et sociales de la société et leur effet sur les personnes âgées, ainsi que le rôle positif que peuvent jouer les vieillards dans le développement national.

8. Plusieurs Etats Membres étaient partisans de proclamer une année internationale du troisième âge mais non de convoquer une conférence mondiale sur le même thème. Les raisons couramment invoquées pour s'opposer à une conférence mondiale étaient que les besoins des personnes âgées varient d'un pays à l'autre, qu'ils peuvent être mieux saisis sur une base régionale et que l'organisation d'une conférence absorberait des ressources qu'il serait plus utile d'affecter à des programmes d'action. Un Etat Membre a suggéré que l'on tienne, dans le cadre du Conseil économique et social restructuré, une session spéciale consacrée au troisième âge, et que l'Assemblée générale donne une suite appropriée aux conclusions de cette session. Plusieurs ont proposé que l'on organise des conférences de moindre ampleur et que l'on entreprenne des activités régionales plutôt qu'une conférence universelle et un autre Etat Membre a jugé qu'il serait préférable d'examiner les problèmes du troisième âge dans le cadre d'une éventuelle deuxième conférence mondiale de la population.

9. La majorité des Etats Membres qui ont répondu étant en faveur de la proclamation d'une année internationale du troisième âge et de la convocation d'une conférence mondiale sur le même thème, le Secrétaire général, comme il en avait été prié, a établi les projets de proposition suivants concernant la façon dont l'une ou l'autre de ces éventualités ou les deux pourraient se concrétiser. Dans leur réponse à l'aide-mémoire du Secrétaire général, plusieurs Etats Membres ont proposé des thèmes et des sujets susceptibles d'être examinés au cours de l'année internationale et de la conférence mondiale du troisième âge et ceux-ci ont été inclus dans les projets de proposition figurant à la section III ci-après.

### III. PROPOSITIONS DU SECRETAIRE GENERAL

10. La majorité des Etats Membres qui ont répondu à l'aide-mémoire du Secrétaire général ont souligné qu'une année internationale et une conférence mondiale du troisième âge pourraient être l'occasion de montrer qu'une meilleure connaissance des besoins des personnes âgées de la part du public et des gouvernements peut déboucher sur des actions concrètes apportant des avantages durables aux personnes âgées et à la société. On pourrait de ce fait faire mieux comprendre ces besoins

/...

par les responsables des décisions et le public, et, en même temps, faire prendre conscience des contributions apportées par les personnes âgées au développement. Une conférence mondiale du troisième âge pourrait être le point culminant des activités menées au titre de l'année internationale du troisième âge et permettre de lancer un programme international d'action visant à assurer aux personnes âgées la sécurité sur les plans économique et social et à leur ménager des possibilités de contribuer au développement national. Cette conférence permettrait de faire mieux prendre conscience dans le monde entier du rôle vital que les personnes âgées ont joué, et qu'elles peuvent continuer à jouer, à l'égard de questions d'intérêt universel.

11. Cependant, il faut, pour réaliser ces objectifs, que l'année internationale et la conférence mondiale du troisième âge soient bien préparées et exécutées et qu'elles bénéficient d'un large appui des gouvernements. Comme une période préparatoire est nécessaire, l'Assemblée générale souhaitera peut-être, en cas de proclamation d'une année internationale du troisième âge, en fixer la date suffisamment à l'avance pour permettre le succès de sa planification et de son exécution.

12. Comme la question des personnes âgées recouvre de nombreux domaines interdépendants, il serait impératif de mettre en place au niveau international un mécanisme de planification et de coordination efficace pour l'année internationale et la conférence mondiale du troisième âge. Le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires pourrait être chargé de fournir un appui fonctionnel à l'année internationale et à la conférence mondiale du troisième âge et, au sein du Centre, un secrétariat de l'année internationale pourrait être créé afin de mener à bien les travaux préparatoires.

13. On pourrait élaborer pour l'année un programme contenant un projet de plan d'action international sur le troisième âge, qui serait adopté à la conférence mondiale du troisième âge. Ce plan devrait tenir compte des exigences d'un monde en évolution rapide, dans l'intérêt, non pas seulement des personnes âgées, mais de l'humanité tout entière.

14. Le programme pour l'année internationale pourrait également prévoir l'étude et la discussion, aux niveaux international, régional et national, d'un certain nombre de questions touchant le troisième âge. Entre autres sujets de discussion et de recherche, les Etats Membres ont notamment proposé les suivants : coût et efficacité des systèmes de maintien du revenu, participation des personnes âgées à la vie active; participation des personnes âgées aux activités bénévoles et civiques; continuité des services collectifs en faveur des personnes âgées; évaluation et contrôle du coût et de la qualité des établissements de soin de longue durée; services sanitaires et sociaux intégrés aux échelons national et local; conditions de vie et de logement; formation de personnel professionnel et paraprofessionnel; éducation permanente; nature et rôle des organisations de personnes âgées; méthodes permettant de sensibiliser l'opinion aux problèmes et aux besoins des personnes âgées; détermination des besoins en matière de recherche en vue de l'élaboration de politiques; rôle de la famille et de la collectivité; fondements, principes et objectifs des politiques de sécurité sociale; politiques et programmes de retraite et de préretraite; aménagement de conditions de travail

/...

pour les personnes âgées en fonction de leurs capacités; différences entre les besoins des personnes âgées dans les pays développés et les pays en développement et entre les techniques à appliquer; assistance que peuvent prêter les jeunes aux adultes plus âgés; rôle et fonctions des centres du troisième âge; politiques de loisirs et programmes permettant aux personnes âgées de rester dans leur foyer aussi longtemps que possible.

15. Durant l'année, l'Organisation des Nations Unies pourrait encourager le recensement des programmes internationaux et nationaux de recherche en cours sur divers problèmes du troisième âge, tout en favorisant la coopération internationale dans ce domaine. En outre, l'Organisation pourrait encourager la mise en oeuvre de nouveaux programmes de recherche dans les domaines où le manque de connaissances empêche tout progrès.

16. Les institutions spécialisées des Nations Unies se sont penchées sur la question des personnes âgées. Ainsi, l'Organisation internationale du Travail s'intéresse depuis longtemps aux travailleurs âgés, à leur retraite, à leurs assurances sociales et à leurs pensions. L'Organisation mondiale de la santé s'est occupée de divers problèmes du troisième âge et s'est intéressée à la gériatrie ainsi qu'à la prestation de services sanitaires à cette couche de la population. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a étudié les conditions de vie des personnes âgées dans les zones rurales et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture s'est penchée sur la question de l'éducation permanente. Au cas où l'année internationale serait proclamée, ces institutions spécialisées, ainsi que d'autres organismes et programmes des Nations Unies, devraient être encouragés à entreprendre des activités dans ces domaines, ou à y intensifier leurs travaux, afin que des programmes pratiques puissent commencer à être lancés. Le Service de l'information et le Centre de l'information économique et sociale devraient également accorder une attention particulière à la promotion des objectifs du plan d'action de l'année internationale.

17. Les commissions régionales pourraient envisager d'entreprendre des activités spéciales à l'occasion de l'année internationale. En outre, des réunions préparatoires régionales pourraient être organisées avant l'année internationale et la conférence mondiale pour recueillir des idées en vue de l'élaboration du programme d'action et de la réalisation des objectifs de l'année. Les commissions régionales pourraient également prendre l'initiative, avec l'aide des organismes intéressés des Nations Unies, d'organiser des réunions régionales ou sous-régionales consacrées à l'année et à ses objectifs et composées d'experts en matière de politiques et de fonctionnaires de pays affrontant des problèmes analogues, qui analyseraient les problèmes des personnes âgées, échangeraient des données d'expérience et aideraient les gouvernements à établir des principes directeurs pour les activités qu'ils entreprendraient durant l'année et après.

18. On considère, de manière générale, que l'amélioration de la situation des personnes âgées favoriserait les programmes de développement économique et social de chaque pays et que leurs besoins devraient être pris en considération à toutes

les étapes de la planification économique et sociale. A cet égard, l'année internationale et la conférence mondiale du troisième âge pourraient jouer un rôle utile en encourageant les gouvernements à consacrer l'attention nécessaire à l'amélioration de la situation de cette couche de la population et à l'intéresser activement au développement économique et social de son pays.

19. Dans le cadre des préparatifs des activités de l'année, les pays participants devraient être encouragés à revoir les programmes entrepris par eux pour promouvoir le bien-être des personnes âgées, afin de déterminer les problèmes et les lacunes que présentent encore les activités existantes et d'examiner les mesures à prendre, ainsi que leur ordre de priorité. Bien que cela puisse être fait dans le contexte des programmes et des activités nationaux, l'année et la conférence mondiale du troisième âge pourraient fournir aussi un cadre international pour l'examen et l'échange de données d'expérience permettant de trouver des moyens de répondre à certains des besoins des personnes âgées.

20. Si l'on veut établir un programme efficace pour l'année internationale au niveau national, il faut faire en sorte que tous les ministères directement concernés par les problèmes du troisième âge, notamment les ministères de la santé, du travail, de la sécurité sociale et des affaires sociales, coopèrent étroitement entre eux, ainsi qu'avec les organismes gouvernementaux et les organisations non gouvernementales intéressés, à l'élaboration et à l'exécution du programme. Les gouvernements voudraient peut-être créer des commissions nationales, ou des organismes analogues, pour l'année internationale du troisième âge, chargées de planifier, de coordonner, d'exécuter ou d'encourager les activités devant permettre de réaliser les objectifs de l'année aux échelons national et local.

21. Il est également proposé que les personnes âgées elles-mêmes participent activement au programme pour l'année internationale. Elles pourraient être incitées à s'organiser de façon à pouvoir se faire entendre effectivement, à défendre leurs intérêts et à faire respecter leur droit d'être représentées lorsque des textes législatifs les intéressant sont examinés ou promulgués.

22. Les organisations non gouvernementales internationales s'intéressant au troisième âge devraient être informées des objectifs de l'année internationale et instamment priées d'en tenir compte dans leurs activités ordinaires, ainsi que d'encourager leurs filiales nationales à observer l'année internationale de manière appropriée. En particulier, celles d'entre elles qui doivent tenir, avant ou pendant l'année, des congrès, conférences ou autres réunions régionaux et internationaux, devraient être incitées à marquer l'année en ces occasions et à consacrer, si possible, des réunions particulières à l'examen de ses objectifs et des mesures à prendre pour les atteindre. Le secrétariat de l'année internationale pourrait également, pour autant que ses ressources le lui permettent, fournir un appui fonctionnel et participer aux réunions spéciales que les organisations non gouvernementales, y compris celles des personnes âgées elles-mêmes, pourraient consacrer à l'année durant leurs conférences régionales et internationales. Pour ce qui est de la conférence mondiale du troisième âge, les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui se déclareraient intéressées à y participer pourraient être invitées à y envoyer un observateur.

/...

23. Si l'Assemblée générale décidait de proclamer une année internationale du troisième âge, de convoquer une conférence mondiale, ou les deux, le Secrétaire général élaborerait un programme pour l'année à partir des activités esquissées ci-dessus, après avoir consulté les Etats Membres et les institutions spécialisées compétentes. Ce programme pourrait être présenté à l'Assemblée générale à sa trente-quatrième session. Le Secrétaire général ne pense pas que toutes les activités liées à la préparation et à l'organisation de l'année internationale et de la conférence mondiale puissent être financées à l'aide des ressources du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires. Il présenterait donc dans le programme un état des incidences financières des activités du programme pour lesquelles des fonds supplémentaires seraient requis.

-----